

Contretemps web republie ici la traduction française, d'abord publiée sur [le site d'Ensemble!](#), d'un article de Stathis Kouvelakis sur les négociations en cours en Grèce. Dans ce texte, l'auteur, membre du comité central de Syriza, analyse et contextualise les discours médiatiques et gouvernementaux sur le « compromis » entre le gouvernement grec et les « Institutions », nouvelle appellation de la troïka (Commission européenne, FMI, BCE).

Les références à un « compromis honorable », qu'elles soient connotées positivement ou négativement, sont très en vogue en cette période en Grèce. Dans le discours des médias, ou, ce qui est nettement plus préoccupant, dans celui du gouvernement lui-même, parvenir à « un compromis honorable » avec les « Institutions », comme a été renommée la Troïka, est devenu l'objectif stratégique de la période¹. Dans le meilleur des cas, faudrait-il ajouter, puisqu'au cours des derniers jours le registre du « compromis » semble avoir cédé la place à la recherche d'un « accord » tout court, sous-entendu : même au prix de conditions qui auraient été jugées inacceptables il y a peu.

Il va sans dire que, du côté de Syriza, ce glissement discursif vers le discours du « compromis », voire même la résignation à un accord « clair mais douloureux » selon les termes du ministre de l'intérieur Nicos Voutsis², équivaut à un abandon de l'objectif de la rupture avec les memoranda et les règles de la troïka, sur les bases duquel les élections avaient été gagnées. Mais que peut signifier, dans le contexte actuel, cette référence envahissante à quelque chose d'aussi opaque qu'un « honorable compromis » ?

Commençons par le second terme, le « compromis ». Tant en Grec qu'en Latin, le terme comporte une forte connotation de de réciprocité. « Symvivasmos » est la conjonction de « syn » (ensemble) et de « vaino » (aller) , semblable à « compromissus » qui allie « com » (avec) et « promittere » (promettre). « Compromis » signifie donc que des concessions sont faites par les deux parties, peut-être de manière inégale, mais, au moins, à un niveau qui permet la comparaison. Pour que l'échange ait un sens, les concessions de chaque côté doivent être sinon exactement équilibrées, du moins être susceptibles d'une même mesure. En conséquence, si l'un des côtés, le plus fort, évidemment, n'offre pas la moindre concession, alors, ce qui est en jeu ne peut être appelé un compromis. Le mot n'est plus qu'une feuille de vigne destinée à masquer la poursuite d'une totale capitulation de la partie la plus faible.

Mais il y a un autre aspect à cette formulation. L'aspect éthique. « Honorable » fait référence à notion d' « honneur ». Pour le dire autrement, un compromis de cette sorte présuppose l'existence d'un « code d'honneur » partagé par les deux parties - précisons qu'en grec on ne peut déduire « honorer » (au sens de « honorer une dette ») du terme « honneur » : un compromis « honorable » est donc celui qui permet de tenir compte de l'honneur des deux parties. En ce sens, tout compromis réel est « honorable ». Parler de « compromis déshonorant » relève de la contradiction dans les termes.

Ici apparaît une réelle ambiguïté : même si ce n'est pas, à première vue, évident, le mot contient en lui-même une dimension normative qui demeure latente dans le discours ordinaire. D'une façon générale, « compromis » implique une attitude « non-idéologique ». En tant qu'objectif, il est censément orienté vers une approche « pragmatique ».

Par contraste, l'« idéologie » est l'attribut de ceux qui rejettent le compromis, qui sont

incorrigiblement « maximalistes », dangereux tenants de la « ligne dure » ou inoffensifs « rêveurs ». La référence au compromis remplit ainsi une fonction éthique et politique, mais qui demeure implicite, qui opère d'une manière dissimulée. On peut en ce sens parler d'un usage idéologique de la notion de compromis.

Le primat de la politique

Cela signifie-t-il que le concept de compromis doit être rejeté, ou que le compromis, en général, est impossible ? Evidemment non. Quel doit donc être le critère selon lequel juger de son caractère désirable ou de sa possibilité ? Il n'y en a qu'un : la politique, comme art d'intervenir dans une conjoncture particulière. C'est là que réside la signification du fameux texte de Lénine « au sujet des compromis »³, qui a, malheureusement, été utilisé de façon abusive à de nombreuses occasions. Lénine ridiculise ceux qui rejettent, par principe, le compromis, au nom de quelque pureté morale, pour garder toujours leurs mains propres. Mais, dans le même temps, il rejette également la notion du compromis comme devant, par principe aussi, être un but pour soi et en soi. Tout dépend de l'analyse concrète de la situation concrète. A ce moment précis, souligne Lénine, en ce début septembre 1917, et pour un très bref moment, le compromis est possible et désirable « pour profiter de cette possibilité historique extrêmement rare et extrêmement précieuse » qu'est le « développement pacifique de la révolution ».

Mais très rapidement, la conjoncture évolue et il n'est plus possible de parler de « compromis », non pas parce que cette idée est moralement condamnable, mais parce qu'elle est politiquement irréaliste. La révolution ne peut plus se développer de manière pacifique. Le choix n'est plus entre un « compromis » et une « rupture ». En tout état de cause, la rupture est inévitable, et le choix réside entre une rupture de type Kornilov et une rupture de type Lénine. En d'autres termes entre un coup d'Etat contre-révolutionnaire et la radicalisation du processus révolutionnaire. Dans ces circonstances, la recherche d'un compromis mènerait à l'impuissance politique, ce qui, dans situation aussi polarisée, signifierait la catastrophe.

La confrontation en cours au sein de Syriza et de la société grecque, au sujet de la capacité à atteindre un compromis et de sa faisabilité (habituellement sans faire la distinction entre ces deux termes) n'est pas un conflit entre les « réalistes » qui le désireraient et les « tenants de la ligne dure », les « maximalistes » ou les « idéologues » qui le rejetteraient et qui pousseraient à la « rupture ». Mener le débat en ces termes ne peut que conduire à un piège, celui d'une forme d'action politique subordonnée à des normes morales abstraites, à une politique moralisante. Cette conception reproduit le discours dominant, qui « naturalise » la politique en l'assimilant à la gestion d'un ordre qui, par nature, ne peut être dépassé.

Pour le dire un peu autrement : c'est précisément parce que le « compromis » est, dans la situation actuelle, impossible, que son évocation compulsive obscurcit les véritables enjeux, en les dépolitisant et en les présentant comme un affrontement entre des préférences éthiques : « réalistes » contre « durs », « pragmatiques » contre « utopistes » etc. Ce qui transparaît dans la lutte discursive actuelle, c'est tout simplement que le « compromis honorable » n'est pas possible parce que ses pré-requis manquent. La plus forte partie, l'Union Européenne, n'est pas intéressée à un compromis, mais uniquement à administrer une leçon d'humiliation à Syriza, leçon qui, par définition, entraîne le déshonneur. Il ne lui suffit pas d'obtenir de Syriza de « geler » l'application de l'essentiel de son programme, il

»
s'agit de le contraindre de mettre en œuvre une politique d'austérité dans le droit fil de celle des précédents gouvernements. En d'autres termes, d'obtenir, par la chantage à la liquidité et par la strangulation graduelle des finances de la Grèce, l'annulation pure et simple du verdict électoral du 25 janvier.

L'impossibilité du compromis renvoie, bien sûr, à l'équilibre asymétrique des forces, qui rend ce compromis, en un sens, facultatif et, ainsi, du point de vue du plus fort, inutile. Mais elle ne se réduit pas seulement à cela.

Historiciser le compromis

Pendant l'unique période historique durant laquelle le capitalisme, dans les pays du « centre mondial », a fonctionné sur la base d'un véritable compromis de classe, c'est-à-dire les décennies qui ont immédiatement suivi la Seconde Guerre mondiale, un rôle essentiel a été joué par le fait qu'un secteur au moins de la bourgeoisie occidentale avait participé à la guerre contre le fascisme et s'était trouvée, dans ce contexte, pendant un moment bref mais décisif du même côté que les forces organisées des classes dominées. Ce terrain commun, minimal mais en aucun cas négligeable, a persisté durant les premières années de la Guerre Froide, du moins en Europe. La Grèce a connu une expérience analogue durant le combat contre la dictature militaire (1967-74), qui a préparé le terrain pour le compromis politique qui a suivi et a mis un terme définitif au régime répressif en place depuis la fin de la guerre civile (1949).

Tout cela a volé en éclat avec la contre-révolution néo-libérale, qui, comme l'ont amplement démontré Naomi Klein et David Harvey, commence au moment où les chars de Pinochet ont mis un terme à l'expérience de l'Unité Populaire au Chili. L'équilibre des forces qui garantissait le compromis de classe de l'après-guerres est bouleversé de manière écrasante en faveur du capital. Les références partagées aux valeurs du combat anti-fasciste, d'une importance fondamentale pour la légitimation et la création de l'« Etat social » de l'après-guerre, se sont évaporées. Elles ont été remplacées par un anti-communisme réchauffé sous le nom d'« anti-totalitarisme », mélangé à l'exaltation des valeurs du marché, du profit et la « libre concurrence ».

Le monde bourgeois et l'ordre établi, en Europe, ne sont plus représentés par les De Gaulle, Mac Millan ou même Jean Monnet, mais par les Merkel, Dijsselbloem et Draghi. La thérapie de choc appliquée à la Grèce au cours de ces cinq dernières années n'est rien d'autre qu'une version radicale de cette contre-révolution néo-libérale appliquée, pour la première fois, à un pays d'Europe occidentale. Ceux qui l'ont menée à bien, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sont les exécutants d'une opération de pillage et d'assujettissement. Ils sont tout à la fois violents et vulgaires, à l'opposé de toute recherche de compromis. Dans ces conditions, l'action des opprimés est la seule à pouvoir ouvrir une perspective de régénération politique, sociale et morale.

Cela suppose de réanimer de façon décisive ce que Gramsci, citant le marxiste français Georges Sorel, appelle « l'esprit de scission » des classes opprimées, leur capacité à rompre l'hégémonie idéologique et éthique des groupes dominants, pour mettre à jour l'antagonisme latent au sein des rapports sociaux et faire valoir leur propre conception du monde et leur propre « réforme éthique ».

Ce acte de rupture est le seul, ici et maintenant, qui soit « honorable », précisément parce

qu'il est, à la fois la condition et le signe-annonciateur de choix politiques et éthiques

radicalement novateurs dans le combat pour l'émancipation populaire.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

Image en bandeau : = // = (Antony Theobald via [flickr](https://www.flickr.com/photos/antonytheobald/))

références

références

↑ **1** Cf. par exemple la [déclaration](#) d'Alexis Tsipras du 16 avril dernier à l'agence Reuters

↑ **2** Cf. ses [déclarations](#) du 30 mai (en grec)

↑ **3** Œuvres complètes, t.

25, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/09/vil19170916d.htm>